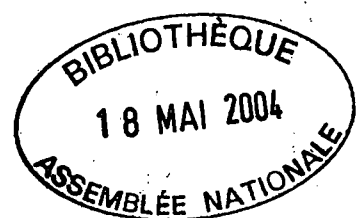


ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

MINISTÈRE DES FINANCES

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Table des matières

Ministère des Finances

1. Pour le gouvernement, la dépense fiscale observée des mesures ayant un impact sur les revenus des cinq budgets qui ont précédé celui de 2004-2005.
2. Pour le gouvernement, l'impact financier observé des mesures ayant un impact sur les dépenses des cinq budgets qui ont précédé celui de 2004-2005.
3. Évolution des transferts fédéraux au Québec pour les dix dernières années, par type de transfert.
4. Pour chacune des cinq dernières années, estimation du montant de capital de risque au Québec qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement.
5. Pour chacune des cinq dernières années, montant total des mesures d'aide fiscale accordée aux entreprises.
6. Ventilation des sommes versées en 2002-2003 en crédits d'impôt, selon que la R&D a été faite à l'intérieur de l'entreprise ou qu'elle a été faite en partenariat ou par contrat avec un centre de transfert technologique, un centre de recherche gouvernemental ou un établissement d'enseignement supérieur.
7. Frais d'impression des documents budgétaires (Discours sur le budget, plan budgétaire, renseignements supplémentaires...), y compris les frais d'impression de versions préliminaires de ces mêmes documents s'il y a lieu, pour chacune des cinq dernières années.
8. Contrats d'impression des documents budgétaires pour les cinq dernières années.
9. Niveau d'accroissement de la dette publique pour chacune des cinq dernières années, en inscrivant le détail de chacune des nouvelles dépenses inscrites à la dette.
10. Détail des revenus budgétaires attribuables à des mesures non récurrentes pour l'année 2003-2004.
11. Dépenses fiscales attribuables aux mesures touchant la famille pour les cinq dernières années.
12. Études ou analyses portant sur le déséquilibre fiscal, produites en 2003 et/ou 2004.
13. Revenus perçus en 2002-2003 ayant été affectés en 2003-2004.
14. Fourchette utilisée par le ministère des Finances et le Contrôleur des finances pour estimer les résultats financiers de la SGF.

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (CDP)

15. Détail de la politique salariale de la CDP :
 - a) rémunération;
 - b) bonis;
 - c) avantages sociaux.

– Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers
16. Nom des administrateurs, membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.

– Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers

17. Liste des contrats donnés par la CDP, incluant publicité et sondage :
a) nom des fournisseurs;
b) montant des contrats;
c) méthode d'octroi des contrats.
- Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers
18. Liste des entreprises dans lesquelles la CDP a un représentant sur le conseil d'administration avec :
a) nom de l'entreprise;
b) nombre de représentants;
c) nom des représentants avec leur occupation principale;
d) rémunération;
e) pourcentage du capital détenu par la CDP.
- Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers
19. Liste des déposants de la CDP.
- Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers
20. Rendement annuel et rendement annuel moyen sur trois et cinq ans de la CDP et de ses filiales depuis sa création.
- Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers
21. Actifs sous gestion par secteur et par région.
- Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers
22. Liste des entreprises dans lesquelles la CDP est signataire d'une convention entre actionnaires.
- Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers

SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC (SAQ)

23. Détail de la politique salariale de la SAQ :
a) rémunération;
b) bonis;
c) avantages sociaux.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
24. Pour les produits qui sont en vente à la SAQ depuis l'année 2002, la variation moyenne de prix, par catégorie de produit, entre 2002 et 2003 et entre 2003 et 2004.
25. Nom des administrateurs, membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
26. Liste des contrats donnés par la SAQ, incluant publicité et sondage :
a) nom des fournisseurs;
b) montant des contrats;
c) méthode d'octroi des contrats.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
27. Sommes investies dans Educ'alcool en 2003-2004.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers
28. Liste des partenariats avec des organismes culturels ou humanitaires et montants qui y sont consacrés en 2002-2003, en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.
- Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers

29. Rendements de la SAQ ventilés sur cinq ans.

– Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers

SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC (LOTO-QUÉBEC ET SES FILIALES, SOCIÉTÉ DES CASINOS DU QUÉBEC, SOCIÉTÉ DES BINGOS DU QUÉBEC)

30. Détails de la politique salariale de la Société des loteries du Québec :

- a) rémunération;
- b) bonis;
- c) avantages sociaux.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

31. Nom des administrateurs, membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

32. Liste des contrats donnés par la Société des loteries du Québec, incluant publicité et sondage :

- a) nom des fournisseurs;
- b) montant des contrats;
- c) méthode d'octroi des contrats.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

33. Ventilation du budget de la publicité et de la promotion.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

34. Liste et copie de tous les sondages commandés en 2003-2004, en incluant les coûts.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

35. Ventilation des revenus générés par les appareils de loterie-vidéo en incluant les revenus moyens par appareil.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

36. Évolution des revenus, par source, depuis 1990.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

37. Budget accordé par Loto-Québec depuis 1994-1995 pour la prévention du jeu pathologique.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

38. Liste des projets de promotion touristique à l'étranger en faveur des casinos québécois ventilés par région du monde.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

39. Rendement de la Société des loteries du Québec et ses filiales ventilé sur cinq ans.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

40. Liste des partenariats avec des organismes culturels ou humanitaires et montants qui y sont consacrés en 2002-2003, en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

41. Liste de toutes les activités liées à la prévention des effets néfastes des jeux de hasard et à l'intervention thérapeutique auprès des joueurs compulsifs et copie de tous les échanges de correspondance avec le ministère et le ministre de la Santé et des Services sociaux ou son cabinet à ces égards en 2003-2004.

– Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

42. Ventilation du nombre d'appareils de loterie vidéo en fonction au Québec par année pour 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005, par région et par type d'établissement.

– *Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers*

43. Études ou mandats confiés à propos de l'impact des différents jeux de hasard sur l'évolution du jeu pathologique et depuis 2003.

– *Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers*

Q-1 Pour le gouvernement, la dépense fiscale observée des mesures ayant un impact sur les revenus des cinq budgets qui ont précédé celui de 2004-2005

MESURES AUX PARTICULIERS

Impacts financiers des mesures relatives à la fiscalité des particuliers et des taxes de vente de 1999 à 2004.
(en millions de dollars)

	Valeur observée		Projection			
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
BUDGET 1999-2000						
Réduction de la cotisation des particuliers au FSS		- 44	- 45	-46	-47	-48
Crédit d'impôt remboursable de 23 % pour le soutien à domicile des personnes âgées de 70 ans ou plus		-2	-25	-45	-63	-81
Amélioration de l'aide fiscale pour personnes atteintes d'une déficience physique ou mentale grave et prolongée	-9	-9	-9	-9	-9	-9
Hausse de 2 000 \$ à 3 000 \$ du crédit d'impôt remboursable maximal pour frais d'adoption	-1	-1	-1	-1	-1	-1
Hausse des montants maximums de frais de garde d'enfants admissibles au crédit d'impôt remboursable	-2	-2	- 2	-2	-2	-2
BUDGET 2000-2001						
Réduction d'impôt à l'égard de la famille ¹		-65	-135	-160	-175	-175
Bonification du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde		- 29	- 29	-29	-29	-29
Exemption d'impôt sur les bourses d'études et les bourses au mérite		- 9	- 9	-9	-9	-9
Bonification du régime d'imposition des travailleurs autonomes		- 25	- 25	-25	-25	-25
Bonification du crédit d'impôt pour dons		- 3	- 3	-3	-3	-3
Nouveau crédit d'impôt pour l'élite sportive		- 5	-5	-5	-5	-5
Bonification du crédit d'impôt pour l'hébergement d'un parent		- 1	- 1	-1	-1	-1
Nouveau crédit d'impôt pour traitement de l'infertilité		-2	-2	-2	-2	-2
Taxe de vente						
Bonification du remboursement de la taxe payée à l'égard d'une habitation résidentielle neuve		- 2	- 6	-10	-12	-12
Remboursement de la TVQ pour immeubles locatifs neufs		- 3	- 9	-10	-11	-11
Abolition des remboursements de TVQ aux touristes étrangers (juin 2000)		6	14	22	23	23
BUDGET 2001-2002						
Réduction d'impôt à l'égard de la famille (devancement) ¹			-50	-15	-	-
Bonification des crédits d'impôt pour adoption et pour traitement de l'infertilité			-2	-2	-2	-2
Détaxation complète des bourses d'études			-10	-10	-10	-10
Admissibilité accrue au crédit d'impôt TVQ pour les étudiants			-4	-4	-4	-4
Bonification de la déduction pour droits d'auteurs			-1	-1	-1	-1
Amélioration du traitement fiscal au décès			-8	-8	-8	-8
Contributions aux partis politiques municipaux rendues admissibles au crédit d'impôt pour contributions politiques			-1	-1	-1	-1
BUDGET 2002-2003						
Versement d'un montant forfaitaire en faveur des consommateurs			-250			
Transfert entre conjoints de la totalité des crédits d'impôt non remboursables					-94	-94
Accessibilité accrue aux déductions et crédits d'impôt non remboursables					-78	-78
BUDGET 2003-2004						
Déduction pour options d'achat de titres					7	13
Frais de représentation : plafond de 1 % du chiffre d'affaires					5	10

¹ Impact par année financière 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003.

Q-1 Pour le gouvernement, la dépense fiscale observée des mesures ayant un impact sur les revenus des cinq budgets qui ont précédé celui de 2004-2005 (suite)

MESURES DES SOCIÉTÉS

Impacts financiers des mesures relatives à la fiscalité des sociétés

– valeur observée pour 1999 et projection pour les années 2000 à 2004

(en millions de dollars)

	Valeur observée	Projection				
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Budget 1999-2000						
Carrefours de la nouvelle économie	f	-4	-21	-39	-51	-61
Centre national des nouvelles technologies de Québec	f	-6	-11	-22	-28	-29
Cité de l'optique	f	f	-3	-3	-3	-3
Superdéductions pour la R-D	-	-119	-60	-	-	-
Crédit d'impôt basé sur l'accroissement des dépenses de R-D	f	-18	-30	-21	-22	-22
Services d'adaptation technologique	f	f	f	f	f	f
Production d'enregistrements sonores	f	f	f	f	f	-2
Production de spectacles musicaux	f	f	f	-5	-7	-7
Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	-	f	-16	-57	-76	-76
Budget 2000-2001						
Cité du commerce électronique	-	-12	-39	-65	-76	-77
Technopôle Angus	-	f	f	f	f	-2
Taux d'inclusion du gain en capital	-	-43	-104	-107	-109	-112
Solution commerce électronique	-	-5	-12	-5	f	f
Spectacles numériques	-	f	-4	-4	-4	-
Vallée de l'Aluminium	-	f	-8	-6	-7	-8
Gaspésie et régions maritimes	-	f	f	-4	-4	-5
Édition livres	-	f	-4	-8	-10	-10
Congé fiscal de 10 ans pour projets majeurs d'investissement	-	-8	-18	-29	-59	-59
Entretien de chevaux	-	f	-3	-3	-3	-
Dépenses de démarchage pour un fonds d'investissement étranger	-	f	f	f	f	f
Embauche d'analystes spécialisés dans les titres de sociétés québécoises	-	f	f	f	f	f
Participation des courtiers à la bourse Nasdaq	-	f	f	f	f	f
Communications entre sociétés et investisseurs	-	f	f	f	f	f
Soutien au développement de bourses de valeurs et de chambres de compensation de valeur à Montréal	-	-	f	f	f	f
Budget 2001-2002						
Congé fiscal de dix ans pour les PME manufacturières des régions éloignées	-	-	-38	-52	-52	-58
Exonération de Capital régional et coopératif Desjardins	-	-	-	-	-	-
Analystes financiers juniors spécialisés dans les instruments financiers dérivés	-	-	f	f	f	f
Cité de la biotechnologie et de la santé humaine du Montréal métropolitain	-	f	f	f	f	-2
Activités de transformation dans les régions ressources	-	f	-4	-50	-61	-70
Crédit d'impôt relatif aux ressources - exploration minière	-	f	-4	-43	-44	-44
Budget 2002-2003						
Plan de réduction de la taxe sur le capital d'ici 2007 et exemption de 1 M\$ pour les PME	-	-	-	-	-173	-393
Mesures fiscales pour les régions	-	-	-	-	f	f
Mesures fiscales relatives aux biotechnologies	-	-	-	-	-	-2
Mesures fiscales relatives aux carrefours de l'innovation	-	-	-	-	-	-2
Budget 2003-2004						
Cité du multimédia	-	-	-	-	6	15
Carrefours de la nouvelle économie	-	-	-	-	2	15
Cité du commerce électronique	-	-	-	-	3	19
Centres de développement des technologies de l'information	-	-	-	-	4	10
Centre national des nouvelles technologies de Québec	-	-	-	-	-	7
Cité de l'optique	-	-	-	-	-	f

	Valeur observée	Projection				
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Budget 2003-2004 (suite)						
Technopôle Angus	-	-	-	-	-	f
Zone de commerce électronique et centres d'appels	-	-	-	-	6	17
Zones de développement des biotechnologies	-	-	-	-	-	f
Nutraceutiques et aliments fonctionnels	-	-	-	-	-	f
Carrefours de l'innovation	-	-	-	-	-	f
Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	-	-	-	-	-	8
Amortissement accéléré de certains biens	-	-	-	-	10	86
Congé de taxe sur le capital de deux ans	-	-	-	-	2	18
Crédit d'impôt basé sur l'accroissement des dépenses de R-D	-	-	-	-	5	36
Exonération de 500 M\$ applicable à certaines institutions financières	-	-	-	-	3	8
Caisse d'épargne et de crédit : abolition du taux réduit d'imposition	-	-	-	-	2	6
Caisse d'épargne et de crédit : déduction de 300 000\$ du capital versé	-	-	-	-	f	2
Abolition de l'exonération de l'impôt sur le revenu pour les fonds de travailleurs et le Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD)	-	-	-	-	-	9
Services d'adaptation technologique	-	-	-	-	-	f
Design	-	-	-	-	f	2
Stage en milieu de travail	-	-	-	-	f	4
Production de titres multimédias	-	-	-	-	f	7
Entreprises de chemin de fer	-	-	-	-	f	4
Construction ou transformation de navires	-	-	-	-	f	3
Crédit d'impôt relatif aux ressources - exploration minière	-	-	-	-	3	11
Vallée de l'aluminium	-	-	-	-	-	f
Gaspésie et régions maritimes	-	-	-	-	-	f
Activités de transformation en régions ressources	-	-	-	-	-	5
Déclaration de pourboires	-	-	-	-	f	9
Mesures concernant le secteur financier	-	-	-	-	-	-
Centres de développement des biotechnologies	-	-	-	-	-	-
Régime d'investissement coopératif pour les coopératives de travailleurs	-	-	-	-	f	f
Actions accréditives	-	-	-	-	f	2
Exonérations temporaires aux nouvelles sociétés	-	-	-	-	4	19
PME manufacturières en régions ressources éloignées	-	-	-	-	3	19
Centres financiers internationaux	-	-	-	-	f	7
Bourses de valeurs ou chambres de compensation de valeurs	-	-	-	-	-	f
Congés fiscaux aux spécialistes, experts et chercheurs étrangers	-	-	-	-	-	f
Congé fiscal pour marin affecté au transport international de marchandises	-	-	-	-	-	f
Congés fiscaux aux spécialistes canadiens employés d'un CFI	-	-	-	-	f	3
Recherche scientifique et développement expérimental	-	-	-	-	18	62
Production cinématographique et télévisuelle	-	-	-	-	4	12
Doublage de films	-	-	-	-	-	f
Production d'enregistrements sonores	-	-	-	-	-	f
Production de spectacles	-	-	-	-	-	f
Édition de livres	-	-	-	-	-	f
Fonds de travailleurs : limitation temporaire de l'aide gouvernementale à la capitalisation	-	-	-	-	31	10
Capital régional et coopératif Desjardins : limitation temporaire de l'aide gouvernementale à la capitalisation	-	-	-	-	38	-
Régime d'épargne-actions : moratoire	-	-	-	-	10	20
Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise : moratoire	-	-	-	-	4	8
Régime d'investissement coopératif : moratoire	-	-	-	-	3	7
Projets majeurs d'investissement – moratoire pour les nouveaux projets	-	-	-	-	-	f
Report de la baisse de taxe sur le capital	-	-	-	-	-	188
Hausse de l'exemption de la taxe sur le capital de 250 000 \$ à 600 000 \$	-	-	-	-	-	-60

f : Montant inférieur ou égal à 1 million.
n.d. : Non disponible.

Q-2 Pour le gouvernement, l'impact financier observé des mesures ayant un impact sur les dépenses des cinq budgets qui ont précédé celui de 2004-2005

Impact financier pour le gouvernement des mesures des budgets affectant les dépenses⁽¹⁾
(en millions de dollars)

	Année financière							Impact total par budget
	1998-99	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	
Budget 1999-2000	- 1 531,7	- 1 145,0	- 1 189,5					- 3 866,2
Budget 2000-2001		- 980,4	- 938,4	- 1 312,7				- 3 231,5
Budget 2001-2002			- 188,9	- 258,5	- 389,1			- 836,5
Budget 2002-2003					- 77,5	- 114,7		- 192,2
Budget 2003-2004						0	0	0
Total	- 1 531,7	- 2 125,4	- 2 316,8	- 1 571,2	- 466,6	- 114,7	0	- 8 126,4

⁽¹⁾ Il s'agit des mesures excluant l'impact des réductions ou des relèvements de dépenses, selon le cas, ainsi que les mesures excluant l'impact des modifications apportées aux pratiques comptables ou à l'organisation financière.

Q-3 Évolution des transferts fédéraux au Québec pour les 10 dernières années, par type de transfert

TRANSFERTS FÉDÉRAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
(Millions de dollars)

	1994- 1995	1995- 1996	1996- 1997	1997- 1998	1998- 1999	1999- 2000	2000- 2001	2001- 2002	2002- 2003	2003- 2004	2004- 2005	2005- 2006
Péréquation	3 543	4 321	4 102	4 229	5 385	4 387	5 650	5 336	5 315	4 065	4 942	3 887
Variation en %	- 7,1	22,0	- 5,1	3,1	27,3	- 18,5	28,8	- 5,6	- 0,4	- 23,5	21,6	- 21,3
Contributions aux programmes sociaux	0	0	2 554	1 660	1 697	1 120	1 597	2 958	2 648	4 266	2 890	3 302
Variation en %				- 35,0	2,2	- 34,0	42,6	85,2	- 10,5	61,1	- 32,3	14,3
Contributions aux programmes de Bien-Être	2 093	2 031	- 2	0	0	11	0	0	0	0	0	0
Variation en %	4,4	- 3,0	- 100,1	- 100,0								
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 880	1 689	- 38	27	59	11	30	27	34	64	25	25
Variation en %	7,9	- 10,2	- 102,2	- 171,1	118,5	- 81,4	172,7	- 10,0	25,9	88,2	- 60,9	0,0
Autres programmes	- 22	85	88	- 229	672	535	618	564	935	982	619	662
Variation en %	- 110,9	- 486,4	3,5	- 360,2	- 393,4	- 20,4	15,5	- 8,7	65,8	5,0	- 37,0	6,9
Organismes consolidés	0	0	0	318	258	270	250	420	375	498	495	446
					- 18,9	4,7	- 7,4	68,0	- 10,7	32,8	- 0,6	- 9,9
Total des transferts fédéraux	7 494	8 126	6 704	6 005	8 071	6 334	8 145	9 305	9 307	9 875	8 971	8 322
	- 3,5	8,4	- 17,5	- 10,4	34,4	- 21,5	28,6	14,2	0,0	6,1	- 9,2	- 7,2
Total excluant les organismes	7 494	8 126	6 704	5 687	7 813	6 064	7 895	8 885	8 932	9 377	8 476	7 876

Q-4 Pour chacune des cinq dernières années, estimation du montant de capital de risque au Québec qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement

Capitaux sous gestion au Québec

Les capitaux sous gestion représentent le cumul des capitaux levés au Québec au fil des années.

Au total, c'est 9 milliards de dollars, soit un peu plus de 80 % du capital de risque sous gestion au Québec, qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement.

CAPITAUX SOUS GESTION AU QUÉBEC
(en millions de dollars)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Capitaux à caractère public								
– Fonds de travailleurs	1 865	1 971	2 372	2 891	3 498	5 055	4 807	5 197
– Gouvernement	340	363	619	660	1 048	900	897	1 013
– Institutions	–	–	–	–	1 718	2 905	3 565	3 400
Sous-total	2 205	2 334	2 991	3 551	6 264	8 860	9 268	9 610
(en %)	68,7	61,4	62,2	59,9	75,9	82,9	83,0	82,1
Autres types de capitaux	1 006	1 465	1 821	2 375	1 993	1 834	1 899	2 090
(en %)	31,3	38,6	37,8	40,1	24,1	17,1	17,0	17,9
Total	3 211	3 799	4 812	5 926	8 257	10 694	11 167	11 700

Source : Macdonal & Associates Ltd.

Capitaux investis au Québec

Pour leur part, les capitaux investis au Québec représentent les capitaux placés dans des entreprises au Québec à chaque année. Ce sont les données auxquelles se réfère le Rapport Brunet lorsqu'il traite de l'apport de 70 % provenant en tout ou en partie de source gouvernementale au Québec.

- En effet, la part des investissements à caractère public représentait près de 70 % de l'ensemble des investissements au Québec en 2002.
- En moyenne, la part de ces investissements a été près de 65 % au Québec entre 1996 et 2003.

CAPITAUX INVESTIS AU QUÉBEC
(en millions de dollars)

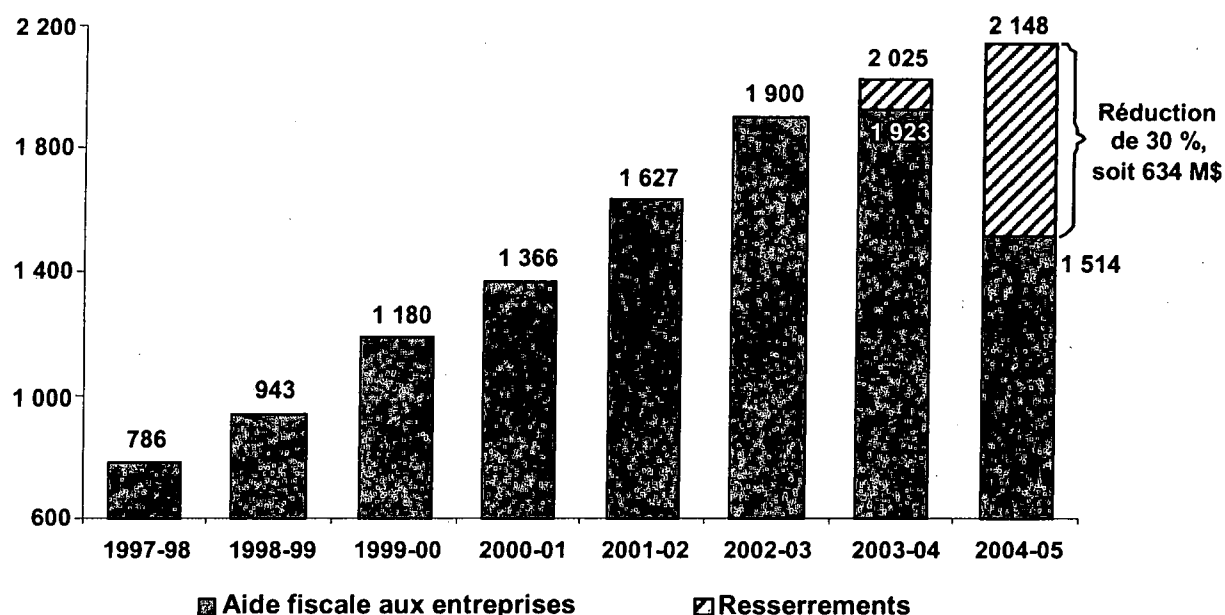
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Capitaux à caractère public								
– Fonds de travailleurs	102	198	193	226	290	201	171	181
– Gouvernement	40	46	63	85	146	243	234	106
– Institutions	102	172	204	257	274	167	93	69
Sous-total	244	416	460	568	711	611	498	356
(en %)	75,5	75,6	74,0	72,1	48,7	62,5	69,1	61,9
Autres types de capitaux	79	135	161	219	747	367	222	219
(en %)	24,5	24,4	26,0	27,9	51,3	37,5	30,9	38,1
Total	323	551	622	787	1 458	978	720	575

Source : Macdonal & Associates Ltd.

Q-5 Pour chacune des cinq dernières années, le montant total des mesures d'aide fiscale accordée aux entreprises

- L'effort de compression de l'aide fiscale aux entreprises atteindra 634 millions de dollars sur une pleine année. Ce montant représente une baisse de 30 % par rapport au total de l'aide fiscale aux entreprises estimée avant le Discours sur le budget du 12 juin 2003 et relatif à l'année financière 2004-2005.¹

AIDE FISCALE AUX ENTREPRISES
(en millions de dollars)



- Une analyse fine permet de constater que c'est le soutien général à l'investissement et les mesures de capitalisation des entreprises qui ont été soumis aux efforts de resserrements les plus importants.
- Par ailleurs, le gouvernement maintient son appui aux secteurs et activités stratégiques:
 - L'aide fiscale à la R-D devrait se stabiliser autour de 500 M\$ pour les prochaines années;
 - Un peu plus de 100 M\$ pour l'industrie culturelle;
 - Et près de 150 M\$ pour l'aide fiscale aux régions.

RÉPARTITION DES MESURES D'AIDE FISCALE AUX ENTREPRISES
(en millions de dollars)

	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05
Recherche et développement	413	504	506	488	490	459
Investissement	430	461	473	512	575	314
Nouvelle économie	49	99	180	261	296	278
Capitalisation des entreprises	128	151	208	310	234	165
Régions	0	3	99	161	170	153
Culture	95	99	111	115	116	105
Autres	65	50	49	52	43	40
TOTAL	1 180	1 366	1 627	1 900	1 923	1 514

¹ Pour plus de détails : Budget 2004-2005, Plan budgétaire, Section 7, pages 3 à 7.

Q-6 Ventilation des sommes versées en 2002-2003 en crédits d'impôt, selon que la R&D a été faite à l'intérieur de l'entreprise ou qu'elle a été faite en partenariat ou par contrat avec un centre de transfert technologique, un centre de recherche gouvernemental ou un établissement d'enseignement supérieur

- La ventilation des crédits d'impôt remboursables pour la R&D effectuée dans les grandes entreprises, les PME et les entités universitaires est présentée dans le tableau suivant :

**RÉPARTITION DU CRÉDIT D'IMPÔT À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET AU DÉVELOPPEMENT
EXPÉRIMENTAL – QUÉBEC**

Année financière 2002-2003

Crédits d'impôt à la R&D	Millions \$	%
Recherche en entreprise (salaires des chercheurs) :		
PMEs ¹	224	45,8
Grandes entreprises	228	46,8
Partenariat ou contrat :		
Recherche universitaire	7	1,5
Autres ²	29	5,9
Total	488	100,0

Sources : Dépenses fiscales, édition 2003 et ministère du Revenu du Québec (mise à jour en avril 2004).

Note 1 : Une PME est une société sous contrôle canadien dont l'actif, en tenant compte de l'actif des sociétés associées, est inférieur à 25 millions de dollars pour l'exercice financier précédent.

Note 2 : Comprend les projets de recherche précompétitive, les projets mobilisateurs, les projets d'innovation technologique environnementale et les droits et cotisations payés à un consortium de recherche.

Q-7 Frais d'impression des documents budgétaires (Discours sur le budget, plan budgétaire, renseignements supplémentaires...), y compris les frais d'impression de versions préliminaires de ces mêmes documents s'il y a lieu, pour chacune des cinq dernières années

Discours sur le budget	Montant	Dates du Discours
2000-2001	123 530 \$	14 mars 2000
2001-2002	212 218 \$	29 mars 2001
2002-2003	154 736 \$	1 ^{er} novembre 2001
2002-2003	80 755 \$	Énoncé complémentaire 19 mars 2003
2003-2004	131 041 \$	11 mars 2003 (non voté)
2003-2004	53 368 \$	13 juin 2003
2004-2005	142 748 \$	30 mars 2004

Q-8 Contrats d'impression des documents budgétaires pour les cinq dernières années

Firme	Durée	Mode d'octroi
Imprimerie La Renaissance inc.	2 février 2000 au 15 septembre 2002	Appel d'offres fait par le Directeur général des achats
Groupe Transcontinental litho-Acmé Renaissance	15 septembre 2002 au 31 mars 2004	Appel d'offres sur invitation

Q-9 Niveau d'accroissement de la dette publique pour chacune des cinq dernières années, en inscrivant le détail de chacune des nouvelles dépenses inscrites à la dette

PRINCIPAUX FACTEURS DE CROISSANCE DE LA DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT
(en millions de dollars)

	Mises de fonds dans les sociétés d'État	Placements, prêts et avances						Immobilisations ¹						Dette totale	
		Bénéfices non versés en dividendes					Autres prêts et avances	Total	Réseau routier	Autres	Total	Solde budgétaire consolidé	Autres facteurs		Total
		Hydro- Québec	CSST	Autres entreprises	Total										
1997-1998															98 385
1998-1999	184	475	631	176	1 282	- 64	1 402	430	- 213	217	- 126	1 235	2 728	101 113	
1999-2000	207	637	787	358	1 782	17	2 006	438	- 79	359	- 7	- 1 351	1 007	102 120	
2000-2001	425	621	443	93	1 157	50	1 632	442	31	473	- 427	1 050	2 728	104 848	
2001-2002	648	487	- 33	- 83	371	123	1 142	700	295	995	- 22	212	2 327	107 175	
2002-2003	340	1 077	680	- 474	1 283	178	1 801	1 150	321	1 471	694 ²	246	4 212	111 387	
Sous-total	1 804	3 297	2 508	70	5 875	304	7 983	3 160	355	3 515	112	1 392	13 002		
2003-2004 ^P	12	1 060	—	- 206	854	211	1 077	502	476	978	364 ³	992	3 411	114 798	
Total	1 816	4 357	2 508	- 136	6 729	515	9 060	3 662	831	4 493	476	2 384	16 413		

P: Préliminaires.

1 Les immobilisations sont diminuées de la dépense annuelle d'amortissement.

2 Le déficit budgétaire inclut une perte exceptionnelle de 339 millions de dollars à la SGF.

3 Déficit découlant d'une perte excetionnelle de 364 millions de dollars à la SGF.

Q-10 Détail des revenus budgétaires attribuables à des mesures non récurrentes pour l'année 2003-2004

Société générale de financement du Québec (SGF)

- La SGF a annoncé des pertes de 511 M\$ pour son exercice 2003-2004, dont 177 M\$ sont imputables à l'exercice 2002-2003 du gouvernement et 334 M\$ à l'exercice 2003-2004.

IMPACT DES PERTES DE LA SGF SUR LES REVENUS DU GOUVERNEMENT
(en millions de dollars)

	2002-2003	2003-2004	Total
Pertes de la SGF en 2003	177	334	511

- Ces pertes exceptionnelles de 511 M\$ proviennent essentiellement d'une baisse (327 M\$) de la valeur de ses placements.
- En effet, l'automne dernier, la SGF a entrepris un processus de réévaluation de la valeur de ses placements.
 - Afin d'obtenir une évaluation qui soit neutre, celle-ci a été complétée sous la supervision de la firme Ernst & Young.
 - Selon les règles comptables en vigueur, ces baisses de valeur doivent être inscrites aux états financiers même si elles ne sont pas réalisées.

Amélioration à la méthode utilisée pour établir les revenus aux taxes à la consommation

- La comptabilisation des revenus autonomes repose de manière générale sur les principes de comptabilité d'exercice :
 - les sommes encaissées après le 31 mars sont inscrites dans l'année qui se termine;
 - les sommes dues par les contribuables au gouvernement donnent lieu à la création de comptes à recevoir.
- Aux taxes à la consommation, ces principes sont retenus de façon générale :
 - les sommes encaissées entre le 31 mars et le 1^{er} mai sont imputées à l'année précédente (la plupart des mandataires ayant 1 mois pour remettre les taxes);
 - une estimation est effectuée pour les remises trimestrielles **qui doivent être versées** à la fin mai et juin.
- Toutefois, cette estimation ne tient pas compte :
 - des retardataires pour des remises mensuelles (180 M\$);
 - des PME retardataires effectuant des remises trimestrielles (110 M\$);
 - des très petites entreprises retardataires effectuant des remises annuelles (10 M\$).
- L'amélioration proposée vise à comptabiliser dans la bonne année toutes ces sommes, ce qui ajoute 300 millions de dollars aux revenus du gouvernement.

Obligations relatives aux remises des mandataires

Chiffre d'affaires	Délai accordé pour effectuer les remises	Part dans l'ensemble de la TVQ
6 000 000 \$ et plus	Remises mensuelles à la fin du mois suivant	75 %
Entre 500 000 \$ et 6 000 000 \$	Un mois après la fin du trimestre du mandataire	24 %
500 000 \$ et moins	Trois mois après la fin de l' année financière du mandataire	1 %

Rétablissement du calendrier de remboursement au gouvernement fédéral pour l'ancien programme des allocations aux jeunes

- L'entente entre le Québec et le gouvernement fédéral prévoit le remboursement en deux versements annuels du transfert fiscal relatif au *Programme d'allocations aux jeunes*, en remplacement des déductions mensuelles jusqu'alors effectuées sur les paiements de péréquation.
- Depuis 1994-1995, le Québec a techniquement « un an d'avance » sur les remboursements en raison de sa comptabilité de caisse, bien que du point de vue fédéral, l'entente initiale était respectée.
- Un retour au calendrier initial est actuellement en cours :
 - en 2002-2003, un premier remboursement a été ramené du 31 mars au 1^{er} avril 2003 (gain de 279 M\$ en 2002-2003);
 - en 2003-2004, un second versement sera ramené du 31 mars au 1^{er} avril 2004 ce qui génère un gain de 305 M\$ en 2003-2004.

Q-11 Dépenses fiscales attribuables aux mesures touchant la famille pour les cinq dernières années

Impacts financiers des mesures relatives à la famille : 1999 à 2004.
(en millions de dollars)

	Valeur observée		Projection		
	1999	2000	2001	2002	2003
BUDGET 1999-2000					
Hausse de 2 000 \$ à 3 000 \$ du crédit d'impôt remboursable maximal pour frais d'adoption	-1	-1	-1	-1	-1
Hausse des montants maximums de frais de garde d'enfants admissibles au crédit d'impôt remboursable	-2	-2	-2	-2	-2
BUDGET 2000-2001					
Réduction d'impôt à l'égard de la famille ¹		-65	-135	-160	-175
Bonification du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde		-29	-29	-29	-29
Nouveau crédit d'impôt pour traitement de l'infertilité		-2	-2	-2	-2
BUDGET 2001-2002					
Réduction d'impôt à l'égard de la famille (devancement) ¹			-50	-15	-
Bonification des crédits d'impôt pour adoption et pour traitement de l'infertilité			-2	-2	-2
BUDGET 2002-2003					
Aucune mesure spécifique					
BUDGET 2003-2004					
Aucune mesure spécifique					

¹ Impact par année financière 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003.

Q-12 Études ou analyses portant sur le déséquilibre fiscal, produites en 2003 et/ou 2004

Trois documents ont été produits :

- *Renforcer le programme de péréquation*, ministres des Finances des provinces et des territoires.
 - ☐ Ce document a été réalisé à la suite de la rencontre provinciale-territoriale des ministres des Finances de Halifax de juin 2003.
 - ☐ Il a été rendu public et transmis au ministre fédéral des Finances le 9 octobre 2003.
- *Projection des équilibres financiers des gouvernements du Canada et des provinces et territoires, mise à jour de février 2004*, Conference Board du Canada.
 - ☐ Ce document a été réalisé à la demande du Conseil de la fédération, lors de la rencontre tenue les 4 et 5 décembre 2003.
 - ☐ Il a été rendu public par les ministres des Finances du Québec, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard le 8 mars 2004.
- *Corriger le déséquilibre fiscal*, ministère des Finances du Québec.
 - ☐ Ce document a été rendu public avec le budget 2004-2005 du gouvernement du Québec.

Q-13 Revenus perçus en 2002-2003 ayant été affectés en 2003-2004

- Aucun revenu afférent à l'exercice 2002-2003 n'a été affecté à l'exercice 2003-2004.
- Les revenus sont comptabilisés conformément aux conventions comptables présentées dans les états financiers consolidés du gouvernement :
 - par ailleurs, ces conventions comptables respectent les normes de comptabilité dans le secteur public telles que publiées par l'Institut canadien des comptables agréés.
- Les états financiers de l'exercice 2002-2003 ont été déposés à l'Assemblée nationale en mars 2004 et ils ont fait l'objet d'une vérification par le Vérificateur général.

**Q-14 Fourchette utilisée par le ministère des Finances et le Contrôleur des finances
pour estimer les résultats financiers de la SGF**

- Les résultats financiers de la SGF pour 2003 n'ont fait l'objet d'aucune estimation.
- Les états financiers vérifiés de la SGF pour 2003 font ressortir une perte réelle et finale de 511 M\$.
- Cette perte a été comptabilisée par le gouvernement conformément aux règles comptables :

— En 2002-2003	177 M\$
— En 2003-2004	<u>334 M\$</u>
	<u>511 M\$</u>
- Le traitement comptable des pertes de la SGF par le gouvernement a été accepté en tout point par la vérificatrice générale.